

« Je ne suis pas forcé de partager tout ce que disent les partis »

POLITIQUE La N-VA et d'autres abordent plus la Catalogne que le chef de la diplomatie

► Après la visite d'Etat en Inde, Didier Reynders évoque les dossiers

qui ont secoué

la suédoise et soulevé

la question des valeurs :

Soudan, Catalogne, N-VA...

► Et il assure : « Non, je ne suis pas mal à l'aise dans ce gouvernement. »

ENTRETIEN

Une semaine en visite d'Etat en Inde, puis un congrès MR : Didier Reynders passe de New Delhi à La Louvière. Les dossiers du ministre des Affaires étrangères et vice-Premier font l'actualité. Pourtant, on entend davantage certains de ses collègues. Il n'en pense pas moins.

Le dossier des migrants soudanais, de la Catalogne ; les problèmes en Hongrie, en Pologne ; la montée des extrémismes et des populismes : des démocrates en appellent à la défense de nos valeurs. Et vous ?

Je suis très heureux que certains commencent à se réveiller. En mars 2016, j'ai déposé des propositions pour que l'on ait, chaque année, un examen de l'Etat de droit dans tous les Etats de l'Union européenne. On vérifie les critères politiques lors de l'accession à l'Europe, mais plus après l'entrée. Mon idée est que tous les pays fassent l'objet d'un examen sur l'Etat de droit, le fonctionnement de la Justice, la liberté de la presse, la liberté syndicale..., donc sur les critères politiques comme on le fait sur les critères économiques. La moitié des Etats membres y sont déjà favorables.

Si cet examen a lieu, sur quoi la Belgique pourrait être épinglée ?

Sur deux sujets : la migration et le terrorisme. En termes de migration, il ne s'agit pas, comme le croit l'avocat président de la Ligue des droits de l'Homme, de condamner tout. C'est un devoir d'accueillir les réfugiés. Le problème, c'est la solidarité européenne : certains ont remis des frontières physiques, d'autres refusent d'en accueillir... Mais être réfugié, ce n'est pas choisir la ville où l'on veut être accueilli. On critique le travail d'identification avec les Soudanais, mais comment connaître la nationalité des gens ?

La collaboration avec les autorités soudanaises ne vous pose pas problème ?

On parle de « collaboration », avec sa connotation, mais c'est une façon d'iden-

tifier l'origine réelle des gens. Et certains se permettent de dire n'importe quoi, comme lorsqu'Ecolo dément que les Français recourent à la même procédure. Ce n'est donc pas un problème, mais il faut voir ce qu'on fait après ; il faut des accords de réadmission.

On pourrait aussi être épinglé en matière de lutte anti-terroriste ?

Des débats existent : dans quelles conditions perquisitionner ? Combien de temps peut durer une garde à vue ? 72 heures pour une personne suspectée de terrorisme, est-ce normal ou une atteinte aux droits de l'Homme ? Pour moi, c'est acceptable si on arrive à démontrer les besoins pour l'enquête et la dangerosité de la personne. Quand il y a un attentat, journalistes et parlementaires ne se gênent pas : « Pourquoi n'ont-ils pas été arrêtés plus tôt ? » On est le seul pays au monde où l'on considère que l'on ne devrait pas avoir d'attentats alors qu'il y en a partout.

Parlons de la Catalogne où les valeurs sont aussi secouées...

Je garde le contact avec mon collègue espagnol. Il m'a dit qu'il comprenait que je puisse considérer que l'usage de la force est disproportionné, mais lui le trouve proportionné. Par contre, ou on met en cause notre justice, ou ce sont bien des juges belges qui doivent se prononcer s'il y a une demande d'extradition (de Carles Puigdemont, NDLR). Dans le respect des règles bien sûr ; mais a priori, en Europe, il n'y a pas de grand risque quand on extrade quelqu'un. On critique le gouvernement qui ne réagit pas, mais ce serait contraire à l'Etat de droit : si une procédure judiciaire existe pour savoir si quelqu'un doit être arrêté et renvoyé dans son pays, c'est au juge de se prononcer.

Si ça arrive, ce sera un moment délicat pour le gouvernement ?

C'est un moment d'Etat de droit. Si on a des juridictions, il faut respecter leurs décisions.

Comme ministre des Affaires étrangères, vous ne vous exprimez pas beaucoup sur la Catalogne. Mais on entend beaucoup la N-VA. Cela vous énerve ?

Tous les partis peuvent s'exprimer sur tous les sujets. Cela ne simplifie pas les réactions à Madrid et je ne suis pas obligé d'être d'accord avec tout ce que disent les partis... Il s'agit d'un débat interne à l'Espagne. Quand nous avons négocié 541 jours une réforme de l'Etat, personne ne nous a dit quoi faire et comment faire.

Les dossiers soudanais, catalan, les querelles entre partis flamands, les sorties de la N-VA... : vous êtes parfois mal à l'aise dans ce gouvernement ?

Les politiques ont le droit de s'exprimer. Ce qui m'intéresse, ce sont les décisions qu'on prend. Et j'ai passé l'âge de réagir à chaque fois... Je n'ai aucun a priori sur le programme des uns et des autres, mais il faut respecter le contrat. Tant que l'institutionnel reste en dehors, on peut se consacrer aux réformes socio-économiques et on y arrive. Et les réformes sont un frein à la dislocation du pays, car il n'y a plus besoin de demander de régionalisation plus poussée. En Flandre, on entend d'ailleurs de plus en plus : est-ce que des compétences ne seraient pas mieux gérées au fédéral ? Et la seule crise qu'on a connue, c'est au gouvernement wallon...

Mais vous êtes lassé de ces sorties à répétition ?

Non, mais je connais la presse... J'ai lu différentes petites phrases, y compris de francophones, mais on m'a presque exclusivement interrogé sur celles de Jan Jambon, Theo Francken... Laurette Onkelinx disait qu'un gouvernement avec les libéraux est contre-nature. On a l'impression que le gouvernement avec la N-VA est contre-nature. Mais on a réussi à en faire un, contrairement à d'autres malgré des mois de négociations (en 2010-2011, NDLR). Ce qui a bloqué à l'époque, c'est que la N-VA maintenait des exigences institutionnelles fortes car elle ne parvenait pas à obtenir des réformes socio-économiques fortes. Sinon, elle aurait peut-être fait la même chose avec eux. Il y a donc une sorte de faux péché originel. On nous dit : comment avez-vous pu faire un gouvernement avec la N-VA ? Mais à mes yeux, c'est pire de discuter avec les nationalistes de réforme de l'Etat, de l'avenir du pays comme l'ont fait PS, CDH et Ecolo, que de réformes économiques. On nous reproche cette coalition avec la N-VA... mais il y a presque un fond d'admiration de la part de ceux qui n'y sont pas arrivés.

Partant, donc, pour un Michel II ?

Je n'ai pas d'a priori pour la suite. On verra quelles coalitions sont possibles. Il faut d'abord que le MR soit le plus fort possible. Si on est premier au niveau régional, cela change la donne : la N-VA se dira-t-elle qu'elle peut rempiler sans réforme institutionnelle ? C'est l'enjeu majeur.

Si la suédoise peut rempiler, il lui faudrait un deuxième parti francophone, comme le CDH ?

Il vaut mieux qu'un gouvernement soit plus équilibré du point de vue commu-

nautaire. Mais on ne peut forcer un partenaire... ■

Propos recueillis par
MARTINE DUBUISSON

ANALYSE

Entre les lignes

Diverses personnalités N-VA se sont exprimées sur la crise catalane. D'autres « suédois » se sont fait entendre. L'opposition en a appelé au gouvernement. Même scénario sur la collaboration avec les autorités

soudanaises pour l'identification des migrants. Ou lors de sorties musclées de Theo Francken. Le vice-Premier libéral, lui, on l'entend peu. Même lorsqu'il s'agit de l'Espagne ou du Soudan. Il est pourtant à la tête de la diplomatie belge. Mais d'autres semblent davantage jouer au ministre des Affaires étrangères que lui.

Quand il en va ainsi, c'est souvent que Didier Reynders ne partage pas forcément la ligne. Du moins pas totalement. Ou qu'il est lassé d'une polémique. N'a pas envie de donner son véritable avis. Ou encore qu'il se retient, car être le vice-Premier d'un chef de gouvernement du même parti n'offre pas la même latitude

qu'aux autres « vice ». Alors il préfère remplir à fond son rôle d'ambassadeur de la Belgique. Ces trois dernières semaines, il était en Côte d'Ivoire, aux USA, en Inde. Loin de la scène belgo-belge. Mais s'il se montre parcimonieux dans ses propos, Reynders n'en pense pas moins. Lisez entre les lignes...

MA.D.

Bruxelles « Il faut mieux utiliser son attractivité »

85 CEO et 13 recteurs étaient en visite d'Etat en Inde. Mais c'est un pays compliqué...

Oui, ce pays est un continent à lui tout seul, avec énormément d'Etats, de langues et de cultures différentes. Mais nous avons 70 ans de relations diplomatiques. Certains secteurs sont bien implantés : le diamant bien sûr, mais il y a aussi une très bonne connaissance dans la chimie/pharmacie et dans la logistique. Mais ce dont nous avons besoin maintenant, c'est de diversifier. Et de stabiliser la relation à travers un accord de libre-échange indo-européen et des accords de protection, car il y a effectivement une complexité administrative à entrer dans ce

marché. Signer des accords et des traités prend donc du temps.

Les entreprises vous le disent ?

Oui. Les opportunités sont très vastes, mais il faut s'armer de patience. Et les visites d'Etat sont l'occasion d'ouvrir des portes. Le Premier ministre indien a lancé toute une série de chantiers : des travaux gigantesques en infrastructures, dans le secteur scolaire et universitaire, de la santé, de l'agro-alimentaire. Nous allons conclure un accord bilatéral dans le secteur IT. Il y a les programmes « smart cities » où l'expertise belge en traitement des déchets, recyclage, épuration... les intéresse. Ils veulent attirer les investis-

seurs et les accords de libre-échange, de protection des investissements protégeront aussi les Indiens qui voudraient s'implanter sur le continent européen.

Ils pourraient augmenter avec le Brexit...

On nous a posé beaucoup de questions sur le Brexit. Il ne s'agit pas de leur dire de quitter Londres, mais s'ils veulent le même accès au marché européen, ils devront s'implanter sur le continent. Et Bruxelles a une carte à jouer, car son quartier européen exerce une forte attractivité en Inde. Il faut mieux l'utiliser. ■

Propos recueillis par
MA.D.